

Quel avenir pour la mer et le littoral en Nord Atlantique – Manche Ouest ?
Atelier citoyen LES SABLES D'OLONNE
22 février 2018

Synthèse

12 participants.

Garant : Jean-François Hélas.

Séquence sur les enjeux prioritaires de la façade Nord Atlantique – Manche Ouest

A l'issue de la séquence des gommettes, les thèmes qui ont fait l'objet des échanges sont les suivants :

1. le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales (13 gommettes)
2. la connaissance, la recherche et l'innovation (8 gommettes)
3. la sécurité des biens, des personnes et des activités économiques situées dans les zones basses et/ou soumises à érosion du trait de côte (4 gommettes)

A noter que le thème de la sécurité des biens, des personnes et des activités est arrivé ex aequo avec celui sur l'économie maritime, mais qu'il a été décidé, en accord avec les participants et le garant, de traiter prioritairement le thème de la sécurité qui n'avait pas encore été traité (à la suite du premier atelier citoyen tenu le 15 février à Brest).

Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales

Pourquoi l'enjeu est important ?

- Ce thème est fondamental car il en va de la vie même et de l'ensemble des activités qui dépendent d'une bonne qualité de l'environnement.
- Il y a urgence à agir, car une dégradation du milieu et de la biodiversité est déjà constatée. Le recul du trait de côte est visible.
- L'ensemble du cycle de l'eau est concerné : il ne s'agit pas seulement d'agir au niveau du littoral, mais également à l'échelle des bassins versants, et de la planète. Des éléments sont inquiétants : présence de micro-particules dans l'eau, présence de toxines et de mercure dans les produits halieutiques.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- prise de conscience des impacts du changement climatique sur la faune et la flore, des conséquences dramatiques des inondations et des tempêtes et de l'augmentation de leur fréquence ;
- Un bon état écologique permettra une abondance de la ressource ;
- Définir des zones spécifiques peut faciliter la coexistence des usages et la préservation de l'environnement.

Difficultés :

- manque de connaissances sur les impacts des activités ;
- tabou autour de certaines activités, qui ne permet pas d'aborder sereinement les évolutions nécessaires ;
- adaptation de la pêche (évolution du calendrier notamment) ;
- maîtrise des pollutions diffuses ;
- prolifération des algues vertes ;
- bétonnage des côtes.

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

Les discussions ont beaucoup porté autour des déchets et de la nécessité d'être collectivement plus responsables en la matière. Il s'agit de développer une économie circulaire au moyen des actions suivantes :

- éduquer (petits et grands), sensibiliser, informer y compris au niveau des communes littorales ;
- mieux consommer, utiliser des emballages biodégradables ;
- mieux collecter les déchets : en mer, dans les ports (équipements), sur les plages (poubelles). Mettre en place des contrôles ;
- recycler et valoriser les déchets ;
- Définir des mesures incitatives pour récompenser les comportements vertueux.

D'autres propositions ont également été faites :

- prévoir des équipements adaptés aux spécificités de la bande littorale : écologiques, amphibies...
- Définir une nouvelle politique européenne des pêches, plus responsable et écologique.
- Faire évoluer le droit maritime (pour mieux gérer la haute mer).

La connaissance, la recherche et l'innovation

Pourquoi l'enjeu est important ?

- Il constitue le socle pour répondre aux autres enjeux, pour mieux gérer et éclairer les prises de décisions, en dehors de toute idéologie.
- Pas de recherche, pas d'innovation, ni de bonne adaptation de cette innovation à la mer et au littoral.
- Il est nécessaire de faire de la recherche fondamentale mais également expérimentale, appliquée.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- maillage des centres de recherche ;
- niveau des chercheurs ;
- importance de la façade maritime.

Difficultés :

- manque de moyens ;
- connaissances trop diffuses, nécessiter de les confronter.

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

- Monter une université de la mer qui concentrerait les moyens, permettrait de regrouper les connaissances et les recherches, et d'innover.
- Développer un programme de recherche interdisciplinaire sur les équipements amphibies, sous un financement commun.
- Diffuser et vulgariser les résultats issus des recherches.

La sécurité des biens, des personnes et des activités économiques situées dans les zones basses et/ou soumises à érosion du trait de côte

<i>Pourquoi l'enjeu est important ?</i>
<ul style="list-style-type: none">• La France est tournée vers la mer, de nombreuses activités s'effectuent sur le littoral ;• Adaptation nécessaire au changement climatique, avec une densité de population importante en zone littorale, qui ne va pas diminuer (urbanisation à contrôler, capacité d'accueil limitée) ;• L'expérience de Xynthia doit nous forcer à agir : menace sur la vie et les biens.
<i>Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?</i>
Opportunités <ul style="list-style-type: none">• partager les espaces, définir des priorités d'occupation, laisser des espaces naturels. Difficultés : <ul style="list-style-type: none">• gérer un trait de côte mobile ;• défendre le trait de côte contre l'érosion marine ;• défendre l'intérêt général face aux intérêts financiers / particuliers ;• spécificité de la démographie littorale avec pic pendant la saison estivale.
<i>Quelles propositions pour bien vivre en 2030?</i>
<ul style="list-style-type: none">• Habiter sur la côte avec des équipements innovants et adaptés au milieu (amphibies, mobiles), s'adapter au changement climatique.• Envisager le retrait des populations les plus exposées, la relocalisation des activités et de l'urbanisation. Réfléchir à une dépollérisation.• Développer de nouvelles activités (tourisme vert/nature) à l'intérieur des terres.• Réguler le flux touristique.

Séquence sur la vision à 2030

L'analyse quantitative aux réponses montre qu'il y a principalement une adhésion à la vision, mais une volonté de replacer les choix qui seront faits dans une perspective plus globale que celle du littoral et de la mer. C'est notamment le cas avec le souhait de voir se développer une économie circulaire (qui ne concerne donc pas spécifiquement les zones côtières, et relève d'un comportement responsable de tous).

Les points d'adhésion forts sont :

- le dépassement de l'opposition économie / environnement, résoudre cette opposition constitue un moteur d'innovation ;
- le développement de la connaissance et sa mise à disposition du grand public et des acteurs pour une gestion et une éducation éclairée ;
- la coexistence positive des activités en mer ;
- la mixité sociale ;
- l'innovation en matière d'aménagement littoral avec des formes urbaines légères, réversibles, adaptables et relocalisables (si la sécurité des personnes qui les utiliseront est assurée) ;
- Le développement des énergies renouvelables.

Cependant la vision n'évoque pas (ou pas assez) plusieurs enjeux prioritaires :

- la responsabilisation de tous les acteurs, la haute performance économique et écologique des activités ;
- le tourisme, avec des problématiques comme le développement d'une activité de tourisme vert dans l'arrière-pays, et la gestion des flux notamment avec des transports adaptés pendant la saison touristique ;
- le problème de l'accès au littoral à une population de jeunes "résidents" (vieillesse de la population et moindre activité économique locale).
- le développement de l'intelligence artificielle ;
- la question des moyens financiers.

Pour atteindre cette vision intégrée, il est proposé :

- d'intéresser les locaux et les touristes à un comportement écocitoyen (mener des campagnes de sensibilisation) ;
- d'appliquer le principe pollueur payeur ;
- de ne pas modifier la loi littoral ;
- de favoriser les synergies au niveau national et international pour la recherche ;
- de développer des aménagements économes en énergie ;
- de veiller à la mixité sociale (problématique des maisons secondaires, accès des jeunes actifs au littoral).

Enfin, pourquoi ne citer que les îles du Ponant comme vitrines du développement durable ?

Equipe d'animation mobilisée : Lucie Trulla, Yves Louis (DIRM NAMO), Valérie Bossard, Annie Corbin-Paoletti, François Le Bris (CVRH), Julia Jordan (MTES/DML).